



« Reprendre l'initiative ! »

Notre spécificité

Incarner un syndicalisme de propositions, un syndicalisme responsable et durable.

Notre cible

Nous défendons l'intérêt des techniciens, des agents de maîtrise, des VRP, des ingénieurs, des cadres, des cadres dirigeants, des agents des trois fonctions publiques.

Nous mettons au même niveau l'intérêt des salariés et celui des entreprises et des administrations.

Notre marque de fabrique et notre différence : l'action responsable

Nous faisons de l'emploi et du pouvoir d'achat nos deux priorités pour les trois ans à venir. Ces deux combats se gagneront dans une logique gagnant/gagnant avec l'entreprise.

Nous souhaitons réconcilier syndicalisme et entreprise mais aussi devenir le syndicat qui accompagne la création et le développement avec une logique de renvoi d'ascenseur vis-à-vis des salariés et de l'encadrement quand l'entreprise va mieux ou bien.

Nos quatre orientations

1. La ré-industrialisation, un enjeu crucial
2. Une préoccupation centrale : favoriser les passerelles, en faveur de l'emploi
3. Une gouvernance responsable
4. Construire une Europe sociale et fiscale

Nos grandes orientations

1. La ré-industrialisation, un enjeu crucial

Nos objectifs :

- **pousser à la montée en gamme des produits fabriqués en France,**
- **mettre en avant les succès français,**
- **soutenir les secteurs à fort potentiel, les filières d'avenir,**
- **valoriser l'image de l'industrie auprès des décideurs politiques pour faciliter les implantations d'entreprises,**
- **mettre en avant le concept de « consom'acteur ».**

Parce que nous défendons l'emploi avant tout, la ré-industrialisation est pour nous un enjeu majeur. Un emploi créé dans l'industrie crée de facto 4 à 5 emplois chez les sous-traitants ou dans les métiers du service. Nous souhaitons remettre l'Homme au coeur de la prise de décision afin que le capital humain soit valorisé à sa juste valeur.

La CFE-CGC s'engage dans la nécessaire réinvention de la croissance. Une croissance durable et responsable, avec :

- la mise en place de filières de production répondant aux exigences du développement durable,
- une transition vers l'économie verte et l'émergence de nouvelles filières industrielles,
- la création de commissions « développement durable » dans chaque CE,
- la prise en compte de nouveaux indicateurs de développement avec notamment un indicateur de développement humain (IDH), ou encore d'empreinte écologique, pour évaluer la performance économique et sociale des pays.

Pour la CFE-CGC, la prise en compte de l'environnement est un levier de défense de l'économie et des emplois, en France et en Europe.

Nous demandons une réforme fiscale d'ampleur, notamment sur l'impôt sur les sociétés, afin que le tissu des PME et des TPE puisse se développer, innover et recréer de l'emploi.

Nous voulons innover dans un mode durable de financement des entreprises. Nous travaillons ainsi à la création d'un fonds d'investissement éthique pour accompagner la création et le développement des entreprises en lien avec nos emplois et le pouvoir d'achat.

2. Une préoccupation centrale : favoriser les passerelles, en faveur de l'emploi

Notre objectif : pour la CFE-CGC, l'encadrement doit bénéficier de la formation, au même titre que les autres salariés, pour maintenir sa technicité et son employabilité tout au long de son parcours professionnel.

- Mettre le nouveau Compte personnel de formation au cœur de la future réforme de la formation professionnelle.
- Créer parallèlement à la GPEC en entreprise, une GPEC territoriale pour une meilleure adéquation des offres et des demandes d'emploi, mais aussi pour une adaptation des compétences et des savoirs-faire.
- Une GPEC métiers dans la Fonction publique avec la définition d'une véritable politique de développement des ressources humaines.
- Préparer les jeunes à leur insertion sur le marché du travail en renforçant les liens entre la formation initiale et les entreprises ou les administrations ; développer l'alternance pour les troisièmes cycles.
- Sécuriser les mobilités géographiques et professionnelles et demander l'ouverture d'une négociation nationale interprofessionnelle sur le sujet.
- Encourager les reconversions professionnelles, donner la possibilité aux techniciens, agents de maîtrise, VRP, ingénieurs, cadres, cadres dirigeants, agents des trois fonctions publiques d'entreprendre en reprenant ou en créant une entreprise, une SCOP...

Nous souhaitons faciliter les reconversions et pérenniser l'emploi.

3. Une gouvernance responsable

Notre objectif : faire converger l'intérêt des salariés et celui des entreprises et des administrations au travers d'un dialogue social constructif et d'une gouvernance responsable.

Une entreprise ou une administration performante doit mettre l'Humain au cœur de sa prise de décisions.

Formaliser le dialogue social :

- assurer, au sein des conseils d'administration et de surveillance, la présence d'administrateurs salariés,
- renforcer leurs rôles,
- bâtir une charte de l'administrateur salarié.

Pour valoriser le capital humain, nous souhaitons que le DRH soit au même niveau que le directeur financier notamment dans les comités de direction. Il s'agit de changer de gouvernance et de mettre l'Humain au cœur de la stratégie.

4. Construire une Europe sociale et fiscale

Nos objectifs : réveiller et revendiquer un modèle social et fiscal européen

- Mettre en place un socle social incluant un salaire minimal propre à chaque pays, ainsi qu'un minimum de protection sociale (assurance, prévoyance, chômage, retraite).
- Répondre aux besoins des salariés et des entreprises en matière de mobilité géographique en Europe.
- Décliner la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) dans les organisations européennes.
- Orienter et promouvoir les formations professionnelles et les offres de conversion d'emplois vers les secteurs qui doivent se déployer à un horizon de 10 ans.
- Agir pour que le social soit élevé au même niveau que la finance au Conseil des ministres européen.
- Promouvoir à l'échelle mondiale, l'imposition à la source de la plus-value produite sur un territoire. Imposer là où le produit est réalisé ou consommé pour lutter contre les paradis ou artifices fiscaux (rétrocessions, redevances de brevets etc).
- Appliquer des mesures de réciprocité, en réponse aux mesures de « protectionnisme » adoptées par les pays concurrents de l'Europe.
- Actuellement, le financement de la protection sociale est majoritairement assis sur l'activité salariée. Nous proposons donc pour préserver les territoires acteurs français et européens :
- Une cotisation affectée assise sur la consommation afin d'élargir l'assiette de financement de la protection sociale allégeant la part assise sur le travail pour la déplacer sur la consommation.

Créer un « serpent fiscal » : recherche d'harmonisation et de convergence fiscales en Europe sur l'imposition des entreprises (impôt sur les sociétés, dépôt de brevet, charges salariales), et sur l'imposition des personnes physiques (impôt sur le revenu) ...

Ces actions et ces revendications sont le fruit d'un travail partagé entre nos militants de terrain, nos fédérations, nos unions régionales et les élus de l'exécutif confédéral.

Tous ces militants oeuvrent chaque jour dans un objectif commun : défendre leurs collègues et construire l'avenir.

Notre organisation revendique que le parcours des militants soit valorisé, reconnu et pris en compte dans la carrière (contrat d'engagement social, VAE, assessment).



Maison de la CFE-CGC – 59 rue du Rocher – 75008 Paris

+33 (0)1 55 30 12 12 – +33 (0)1 55 30 13 13

www.cfecgc.org

